

TERMES DE RÉFÉRENCE DU CONSULTANT INDIVIDUEL

SPÉCIALISTE DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION (S&E)

Projet : Projet régional d'accès à l'électricité hors réseau - Financement additionnel (ROGEAP)
Titre : **Spécialiste en suivi et évaluation**
Type de contrat : Contrat individuel
Lieu d'affectation : Abuja, Nigeria et/ou basé à domicile (selon les restrictions de COVID-19)
Durée de l'affectation : 1 an renouvelable pour un total de 5 ans maximum

1. Contexte du projet

Le projet régional d'accès à l'électricité hors réseau (ROGEAP) vise à accroître l'accès aux services d'électricité durables dans les quinze pays membres de la CEDEAO et dans quatre pays supplémentaires (à savoir le Cameroun, le Tchad, la Mauritanie et la République centrafricaine) pour les ménages, les entreprises et, dans certains cas, les établissements publics de santé et d'éducation dans le cadre d'un programme pilote.

Si l'Afrique subsaharienne souffre d'un manque d'accès à des services d'électricité fiables, ce déficit est plus prononcé dans la région de l'Afrique occidentale et centrale, en particulier dans des pays comme la République centrafricaine (RCA), le Tchad, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Niger et la Sierra Leone. En outre, l'accès des ménages à l'électricité varie considérablement entre les zones urbaines et rurales. Sur une population de 406 millions de personnes dans les 19 pays du projet, on estime que 208 millions d'habitants n'ont pas accès à l'électricité, dont environ 70 % vivent dans des zones rurales. Sur la base de l'évaluation du marché hors réseau de 2018, le taux moyen d'électrification rurale se situait autour de 18 %, tandis que celui de huit pays - Burkina Faso, Tchad, RCA, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mauritanie et Niger - est inférieur à 5 %. L'amélioration de l'accès à l'énergie, en particulier pour les groupes marginalisés et défavorisés et les régions en retard, est essentielle pour parvenir à un développement durable et inclusif et réduire la pauvreté.

Les systèmes solaires autonomes représentent un marché potentiel important en Afrique occidentale et centrale. Actuellement, moins de 3 % de la région est desservie par des systèmes solaires autonomes, soit l'équivalent d'environ 5 millions de consommateurs. L'évaluation du marché réalisée en 2018 a identifié qu'environ 31 millions de ménages pourraient être électrifiés à l'aide de systèmes solaires autonomes en Afrique occidentale et centrale. La valeur potentielle du marché solaire domestique est estimée à environ 6,6 milliards de dollars US. L'évaluation a également identifié environ 800 000 établissements d'enseignement et de soins de santé qui pourraient être électrifiés avec des systèmes solaires autonomes, avec une estimation d'investissement de 1,5 milliard de dollars US. En outre, la part de la population rurale desservie par des sources d'énergie renouvelables décentralisées telles que les mini-réseaux et les systèmes autonomes devrait atteindre 22 % d'ici 2020 et 25 % d'ici 2030.

L'adoption des systèmes solaires autonomes en Afrique occidentale et centrale se heurte à plusieurs obstacles du côté de l'offre. Ces obstacles découlent de l'impression que le marché de l'Afrique de l'Ouest et du Centre est fragmenté, ce qui implique que de nombreux pays ont une population réduite et dispersée ; le manque de politiques et d'environnements réglementaires appropriés ; l'absence d'écosystèmes de soutien pour l'industrie solaire ; un accès limité au financement ; et le manque d'informations claires sur la demande et les segments de clientèle. En outre, la région n'a pas encore bénéficié de manière significative des technologies solaires photo voltaïques (PV) innovantes et des modèles commerciaux perturbateurs, tels que le système PAYGO (Pay-As-You-Go), par rapport à l'Afrique de l'Est.

La promotion de l'électrification à l'aide de systèmes solaires autonomes nécessite une approche régionale harmonisée. Il s'agit d'établir un écosystème favorable aux entreprises afin d'attirer les investissements du secteur privé pour fournir de l'électricité aux personnes non raccordées au réseau, y compris les ménages dirigés par des femmes, de manière décentralisée. Les projets financés par la Banque mondiale dans la région Afrique avec des composants solaires autonomes ont adopté une approche basée sur le marché, mise en œuvre par le secteur privé, pour fournir l'accès à l'électricité aux populations.

Le projet comporte deux composantes principales : **La composante 1** s'est concentrée sur le développement d'un marché régional en établissant un environnement commercial favorable et en fournissant un soutien au renforcement des capacités techniques et financières aux entrepreneurs solaires dans 19 pays du projet. **La composante 2** vise à faciliter l'accès au financement pour les entreprises de systèmes solaires autonomes par le biais d'une ligne de crédit et la mise en place d'un mécanisme de garantie pour les CFI éligibles situés dans huit pays membres de l'UEMOA.

La CEDEAO sera l'agence d'exécution de la composante 1, tandis que la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) sera l'agence d'exécution de la composante 2. A cet effet, une Unité d'Exécution du Projet (UEP) sera créée au sein de la Commission de la CEDEAO. En outre, le projet dispose d'un Secrétariat du Comité de Pilotage comprenant un personnel de la CEDEAO et de la BOAD.

La Commission de la CEDEAO recrute un spécialiste en suivi et évaluation (M&E) pour le projet ROGEAP en tant que personnel de l'UEP.

2. Etendue de la mission et responsabilités

Le spécialiste M&E appuiera l'UEP de la CEDEAO dans la réalisation de toutes les activités liées au suivi et à l'évaluation du projet, comme indiqué ci-dessous. Il/elle rendra compte au Commissaire de l'Energie et des Mines de la CEDEAO.

L'étendue de la mission proposée comprendra les activités suivantes :

- Le spécialiste du suivi et de l'évaluation sera responsable de la collecte, de la compilation, de l'analyse et de la communication des données. Il/elle travaillera en étroite collaboration avec les bénéficiaires et aidera le coordinateur du projet à développer des processus de suivi et d'évaluation et des mécanismes de rapport appropriés.

- Avec les contributions de la CEDEAO, de la BOAD, du Gestionnaire du Projet et des Fonds (PFM) et les conseils de l'équipe de la Banque mondiale et des spécialistes du secteur, cartographier la chaîne de résultats et la théorie du changement (TOC) pour le ROGEAP, y compris les PDO, les résultats et les activités, y compris les entrées, les activités, les sorties, les résultats intermédiaires et finaux.
- Examiner les systèmes, outils et indicateurs de suivi et d'évaluation utilisés par le PFM et les partenaires concernés, identifier les sources de données déjà disponibles et le flux d'informations.
- Discuter des progrès et partager les premières versions du cadre de suivi et d'évaluation avec la CEDEAO, la BOAD, le PFM et d'autres parties prenantes clés pour obtenir des contributions et des commentaires, ainsi que pour discuter des contraintes et des opportunités, et de la façon dont les données sensibles ou confidentielles doivent être traitées.
- Sous la direction de la CEDEAO, de la BOAD, de la PFM et avec les conseils de l'équipe de la Banque mondiale, et avec l'aide d'un consultant sur le terrain, animer un atelier pour partager la version finale du cadre de Suivi & Evaluation et les directives associées afin de parvenir à un consensus.
- Finaliser un cadre de suivi et d'évaluation et les directives associées pour la diffusion parmi le personnel de suivi et d'évaluation à la CEDEAO, la BOAD et le PFM.
- Travailler en étroite collaboration avec les acteurs concernés pour collecter, analyser et consolider les données ainsi que pour vérifier la cohérence interne et la validité des données.
- Développer un système de surveillance pour suivre la mise en œuvre du plan d'action du projet et évaluer les progrès par rapport aux indicateurs.
- Travailler avec le spécialiste en informatique du PFM pour développer et maintenir un système MIS qui suit les progrès de toutes les composantes du projet.
- Le spécialiste en S&E doit produire des rapports trimestriels et annuels de S&E sur les performances globales et tirer des leçons et des recommandations pour la direction.
- Diriger et faciliter les réunions trimestrielles pour discuter des rapports de suivi et d'évaluation avec les principales parties prenantes.
- Fournir un soutien en matière de mentorat et d'encadrement sur le terrain aux fonctionnaires concernés, former les acteurs concernés aux approches et outils de S&E afin d'améliorer leur capacité à mettre en œuvre des activités de S&E efficaces.
- Identifier les problèmes, les causes des goulots d'étranglement potentiels dans la mise en œuvre et fournir des recommandations au coordinateur du projet pour des ajustements correctifs spécifiques.
- Superviser les dispositions pour le suivi des résultats, y compris une évaluation à mi-parcours et une évaluation de fin de projet.

3. Résultats attendus et livrables

Un plan global de suivi et d'évaluation et de coordination avec des manuels, des systèmes, des procédures, des outils, une base de données, des organigrammes pour la collecte de données et l'établissement de rapports, y compris :

(a) *Le cadre de suivi et d'évaluation définira et identifiera :*

- les résultats attendus sur la base d'une analyse et de consultations avec la CEDEAO, la BOAD et les spécialistes sectoriels de la Banque mondiale et la PFM ; et
- des indicateurs pour les résultats attendus et pour d'autres éléments de la chaîne de résultats avec des bases de référence et des cibles. Dans la mesure du possible, le cadre de suivi et d'évaluation s'appuiera sur les outils et indicateurs disponibles dans les systèmes de suivi et d'évaluation existants. Lorsque de tels indicateurs ne sont pas disponibles, des recommandations seront élaborées en consultation avec les spécialistes sectoriels de la Banque sur la méthodologie de collecte et d'analyse des données, la fréquence des rapports et les dispositions institutionnelles.

(b) *Les directives de suivi et d'évaluation seront préparées sous la forme d'un manuel opérationnel, comprenant :*

- les principes de suivi et d'évaluation ;
- les procédures et les modèles de collecte de données et de rapports pour les indicateurs de résultats ; et
- les rôles et responsabilités en matière de rapports sur les résultats obtenus, y compris le format, le contenu, la fréquence, la ou les sources de données.

Principaux livrables

DELAIS	LIVRABLES
Premier mois	Examiner les systèmes de suivi et d'évaluation existants de la CEDEAO et de la BOAD. Consultations avec les homologues de PFM et les spécialistes de la Banque Mondiale pour identifier les résultats et indicateurs attendus. Préparer des directives pour une collecte sûre de toutes les données primaires pendant la COVID-19, y compris la mise en place d'un système pour s'assurer que ces directives sont respectées.
Second mois	Partager le premier projet de cadre de Suivi & Evaluation avec les homologues pour obtenir des contributions et des commentaires. Animer un atelier pour aboutir à un consensus
3 ^e mois	Finalisation du cadre de suivi et d'évaluation et les directives associées.
4 ^e mois et au-delà	Bulletin trimestriel de suivi et d'évaluation pour informer les bénéficiaires de l'avancement de la mise en œuvre du projet et des réalisations.

	Rapports d'avancement trimestriels
Fin du projet	Fin du rapport du projet

Le spécialiste du suivi et de l'évaluation travaillera en étroite collaboration avec les spécialistes de l'évaluation de la Banque mondiale en ce qui concerne les approches et les méthodologies d'évaluation, en veillant à ce que le projet réponde aux exigences minimales en matière de suivi et d'évaluation, y compris la conduite de l'évaluation obligatoire du projet.

Sous la direction et la supervision de la CEDEAO, le spécialiste du suivi et de l'évaluation assure la mise en œuvre effective de la politique d'évaluation, fixe les exigences minimales de suivi et d'évaluation pour le projet, et lance des évaluations thématiques et transversales. Le spécialiste du suivi et de l'évaluation s'assure que l'évaluation objective est conçue et gérée de manière à évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des résultats du programme ; les évaluations sont effectuées de manière crédible et systématique ; les leçons et les recommandations de l'évaluation sont utilisées pour la conception du programme et contribuent à la mise en œuvre des objectifs de développement du projet.

4. Qualifications et expérience

- Niveau diplôme de Master/DESS (BAC +5) dans un domaine connexe
- 5 ans d'expérience pertinente dans le suivi et l'évaluation de programmes et de projets principalement financés par des donateurs ;
- Expérience du suivi et de l'évaluation avec une formation et un intérêt pour les questions de développement ;
- Solides compétences quantitatives et qualitatives, capacité à concevoir des modèles pour la collecte de données et à analyser les données, compréhension des concepts, outils, méthodes et stratégies de S&E, capacité avérée à entreprendre des évaluations de programmes/projets, fortes compétences en matière de rédaction de rapports et d'analyse ;
- Maîtrise des logiciels SIG (ArcGIS), des logiciels statistiques (Stata, R, Python) et/ou des logiciels de collecte de données (Open Data Kit) de préférence ;
- Expérience de la collecte de données primaires sur les ménages et les entreprises ;
- Agir en tant que point focal pour les partenaires de recherche et le personnel de la CEDEAO pour tout travail analytique effectué au cours du projet.
- Volonté d'entreprendre des visites régulières sur le terrain et d'interagir avec les parties prenantes/bénéficiaires du projet ;
- Capacité à travailler avec peu de supervision.

Exigences linguistiques : - Maîtrise de l'anglais et du français avec d'excellentes compétences verbales et écrites.

5. Durée et lieu des services

Le Consultant sera initialement engagé pour 1 an. A l'issue de cette période, en fonction de ses performances, il/elle pourra être engagé(e) pour un maximum de 4 années supplémentaires en fonction de la disponibilité des fonds. La prolongation de la durée des services fera l'objet d'un accord mutuel entre les parties.

Les services seront fournis à la Commission de la CEDEAO à Abuja au Nigeria. Le Consultant devra être disponible à temps plein.